

*Les subsides*

demandes des années 1980, mais elles font face à des contraintes financières. Les facultés de génie, d'informatique et de commerce éprouvent des difficultés à recruter du personnel et perdent des professeurs expérimentés à cause des salaires plus élevés offerts par le secteur privé. En outre, la situation excellente qui règne sur le marché du travail pour les bacheliers dans ces disciplines où la demande est importante empêche ces étudiants de poursuivre des études supérieures. Par exemple, le ministère d'État chargé des Sciences et de la Technologie en étudiant les perspectives qui s'offrent aux diplômés en génie a constaté que, entre 1979 et 1985, la demande des diplômés en génie excédera l'offre nationale. L'écart le plus considérable se fera sentir au niveau des études supérieures. Il n'y aura pas assez de spécialistes en génie pour pouvoir combler les postes de professeurs et de chercheurs dans l'industrie, le gouvernement et les universités. Le ministère a aussi observé que l'industrie était très préoccupée au sujet de la disponibilité de main-d'œuvre de recherche hautement qualifiée et des problèmes que les universités éprouvent pour répondre à cette demande. Nous remarquons avec plaisir que le secteur industriel et commercial aborde toutefois ce problème d'une manière très constructive et très innovatrice.

Certaines industries concluent aussi avec les universités des ententes de coopération, autre façon de satisfaire à leurs besoins en ressources humaines. De même, au cours de la dernière année, quelques sociétés ont conclu des ententes d'aide directe avec les universités au Canada. Par exemple, la Banque de Montréal subventionne des études sur la finance internationale, IBM appuie les sciences marines, Mitel et Systemhouse encouragent les études sur l'automatisation des bureaux.

● (2150)

*[Traduction]*

Le gouvernement fédéral a reconnu que notre réserve de ressources humaines compétentes revêt une importance majeure pour notre évolution technologique et il a pris des mesures pour renforcer les moyens de recherche et de développement dont disposent les universités canadiennes.

J'aimerais énumérer quelques-unes des mesures que nous avons prises ces dernières années. Il y a tout d'abord les trois conseils fédéraux de recherches, soit le Conseil de recherches médicales du Canada, le Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie, et le Conseil de recherches en sciences humaines du Canada, conseils qui ont été établis dans le but de mettre l'accent sur la formation des chercheurs et le maintien dans les universités d'installations essentielles vouées à la recherche dans les différents domaines, tout en encourageant les chercheurs à faire porter leurs efforts sur des problèmes d'intérêt national. Ces conseils ont élaboré des projets quinquennaux et réévalué leurs programmes en tenant compte de l'expérience passée et des besoins futurs.

Le Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie appuie la recherche universitaire et la formation des chercheurs dans les domaines directement liés à la croissance industrielle. Il a grandement élargi la portée de ses programmes de formation de main-d'œuvre hautement qualifiée en augmentant le nombre et la valeur de ses bourses d'étude, en formant des syndicats de recherche à long terme associant les universités et l'entreprise privée, et en offrant des bourses de

recherche aux étudiants pendant l'été pour les inciter à entreprendre des études post-universitaires dans le domaine de la technologie.

Nous avons également apporté une aide financière à la recherche dans les universités et à la formation des chercheurs. Au total, nous avons dépensé 477 millions. Depuis 1977, les budgets des différents organismes de subvention ont augmenté de 170 millions, soit de 75 p. 100. Ces données sont la preuve que le gouvernement s'est engagé à favoriser la recherche et le développement et à former la main-d'œuvre.

Les résultats de ces différentes mesures ont été encourageants. Les subventions à la recherche stratégique attirent nos meilleurs scientifiques. Grâce à ces programmes coopératifs, des recherches ont été entreprises sur les fibres optiques, les techniques vidéo, les systèmes de relais radio et bien d'autres techniques de l'avenir. Nous sommes à l'avant-garde avec la fabrication du Canadarm et le lancement de satellites comme ce fut le cas dernièrement. Nous avons mis sur pied un système de communication par satellite qui est un des meilleurs du monde.

Je vois que mon temps s'épuise. Je ne veux pas abuser de l'indulgence de la Chambre qui s'est montrée généreuse par le passé. Elle voudra peut-être m'accorder une dernière minute pour me permettre de terminer cette énumération.

**Des voix:** D'accord.

**M. Peterson:** Je remercie les députés. Ce sont des domaines où nous sommes passés maîtres dans le perfectionnement technique. Nous avons fait la preuve de notre capacité.

Mais ce n'est pas tout. Le défi qui se pose à nous aujourd'hui est de nous assurer non seulement que nous avons les moyens technologiques et les ressources humaines mais aussi que les secteurs publics et privés, les entreprises y compris celles qui appartiennent à des étrangers, les travailleurs, les universitaires, les scientifiques et tous les pouvoirs publics collaborent étroitement pour nous permettre d'accroître nos capacités. Ce défi ne pourra être relevé que par un effort de volonté collective, un désir d'action concertée, et la résolution bien arrêtée de favoriser la recherche et idées nouvelles au cours des années 1980.

**M. Jack Shields (Athabasca):** Monsieur l'Orateur, je tiens à remercier les députés de m'avoir permis d'intervenir dans le cadre de ce débat, même si mon intervention ne sera pas très longue. Les propos du député de Willowdale (M. Peterson) m'ont particulièrement intéressé car ils cadrent fort bien avec ceux que je vais tenir ce soir. Il a dit que la recherche engendre la recherche.

Les députés se souviendront qu'il y a 15 ans, la Great Canadian Oil Sands, société appartenant à part entière à la Sun Oil Company des États-Unis, s'est lancée dans un projet d'exploitation à grande échelle des sables bitumineux du nord-est de l'Alberta. Aujourd'hui, ce projet permet de produire 145,000 barils de pétrole par jour. Il nous a rapporté 20 milliards de dollars dans nos échanges internationaux depuis qu'il existe. Contrairement à ce que disent les néo-démocrates, il a vu le jour sans que le gouvernement interviene pour l'inciter à exploiter ces sables bitumineux. Ce projet a été réalisé par une entreprise étrangère qui n'a pas reçu un seul denier public, provincial ou fédéral.